

Doing Business : Faure Gnassingbé ordonne le maintien du rythme des réformes



Le Togo a lancé jeudi son rapport pays Doing Business 2020. C'était au cours d'une cérémonie présidée par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé en présence du vice-président de la Société financière internationale (SFI), de la représentante de la Banque mondiale au Togo, des membres du gouvernement et des acteurs du secteur privé. Satisfait du chemin que son pays a fait en matière de réformes économiques, Faure Gnassingbé a toutefois le triomphe modeste. Le Président togolais a exhorté ses collaborateurs et l'administration à maintenir le rythme des réformes pour parvenir à une « croissance inclusive, au développement et la prospérité » du Togo.

Selon le classement Doing Business 2020 publié le 24 octobre dernier, le Togo fait un bon de 40 places et se hisse dans le top 100 des économies mondiales occupant ainsi le 97e rang. Le Classement révèle par ailleurs que le Togo est le 3e pays le plus réformateur au monde. Jeudi, le rapport pays a été lancé au cours d'une cérémonie solennelle.

Dans son mot introductif, la ministre déléguée en en charge de ce la Cellule climat des affaires a expliqué le « miracle togolais » sur les réformes réalisées par trois choses.

« En premier, les choix opérés par le gouvernement togolais. Secondo, la volonté politique affirmée. Enfin, le pragmatisme et le leadership des plus hautes autorités en particulier, de Son Excellence Monsieur le Président de la République dont la détermination reste constante », a déclaré Sandra Johnson.

{loadmoduleid 210}

La Conseillère de Faure Gnassingbé a par ailleurs indiqué que « Cette performance historique, au-delà de l'immense satisfaction » constitue un défi de taille pour le pays.

« Il s'agira non seulement d'approfondir les réformes entamées mais aussi de nous attaquer aux indicateurs sur lesquels notre pays a de la marge de progression tout en sachant que ces progrès remarquables nous rappellent aussi, si besoin en était, la nécessité de poursuivre les réformes ambitieuses exigées de nous, afin de contribuer à la mise en œuvre réussie du Plan National de Développement 2018-2022 », a noté Mme Johnson par la suite.

Pour sa part, Sergio Pimenta, le Vice-président de la SFI a indiqué que son organisation soutient les pays réformateurs dont fait partie le Togo.

« Nous devons faire beaucoup plus au Togo et nous sommes là pour cela... Je crois que aujourd'hui, nous devons fêter un changement de l'image du Togo », a ajouté M. Pimenta.

« ...Je ne veux pas avoir honte l'année prochaine... »

Tout comme le responsable de la SFI, le Chef de l'Etat togolais a fait part de sa satisfaction de voir le pays progresser dans le classement Doing Business.

« Aujourd'hui, nous sommes tous fiers des pas qui ont été réalisés par les uns et les autres et surtout de l'impact que

cela a eu. Au-delà de ce que je dis, nous devons être fiers que le nombre de création d'entreprises est très élevé dans nombre pays », a déclaré Faure Gnassingbé à l'entame de son intervention.

{loadmoduleid 210}

Le Président togolais a indiqué que pour le financement du Plan national de développement (PND), le pays était tenu d'opérer des réformes pour attirer des investissements du secteur privé.

« Nous nous sommes rendus compte que le taux d'endettement était tel qu'il n'était pas possible que l'Etat puisse faire cet effort... L'Aide publique au développement se fait de plus en plus rare. Chaque fois, le niveau baisse. La seule possibilité que nous avons, c'est d'aller vers le secteur privé, national d'abord mais également à l'étranger... Il y avait une impérieuse nécessité de réformer nos habitudes, nos institutions, nos procédures, supprimer certaines pour rendre le pays beaucoup plus attractif », a-t-il dit.

Faure Gnassingbé a salué la disponibilité du secteur privé qui a accompagné le gouvernement dans le processus des réformes visant à améliorer le climat des affaires.

Conscient que le pays est en compétition avec les autres, il a promis que le cap des réformes sera maintenu pour éviter au pays de reculer dans les prochains classements.

« Et si nous reculons, l'impact sera encore plus négatif. Les mauvaises langues diront que c'est par hasard... Comme je le disais en Mina, je ne veux pas avoir honte l'année prochaine... Il faut que nous maintenions le rythme des réformes même si les périodes de campagnes électorales sont toujours des moments d'incertitude », a instruit M. Gnassingbé.

Le Chef de l'Etat a, par la même occasion, invité l'administration et les ministres à tout faire pour prendre de l'avance sur les réformes à mener pour que le pays puisse connaître une nouvelle montée dans le classement de l'année prochaine.

{loadmoduleid 212}